

Les défis des grands feux et l'essor du programme Fregate-F100

Les années récentes ont été témoins de phénomènes sans précédent dans le domaine des incendies de forêt, mettant en lumière la nécessité d'une réponse efficace et innovante. Les feux dévastateurs de 2022 dans les Landes et sur le bassin d'Arcachon, ainsi que les vastes incendies qui ont ravagé des millions d'hectares au Canada l'été dernier, nous confrontent à l'urgence d'agir face à l'emballement climatique auquel les feux contribuent.

La recrudescence des incendies, leur propagation vers des territoires auparavant préservés, souligne le défi croissant auquel les états sont confrontés. Les moyens traditionnels semblent insuffisants pour contenir ces feux destructeurs. **L'absence d'engagement des industriels aéronautiques français et européens dans des programmes d'Aerial Fire Fighting (AFF) révèle les conséquences encore présentes de la crise sanitaire et à la nature restreinte de ce marché de niche qui représente environ 300 avions à produire entre 2030 et 2050.**

Or la responsabilité de garantir la sécurité nationale est régaliennne. En Europe, la lutte contre les incendies donc des capacités AFF est principalement assurée par des entités étatiques, tandis qu'en Amérique du Nord, des opérateurs privés gèrent d'importantes flottes. La DG-ECHO de la Commission européenne coordonne quant à elle les réponses aux crises, mobilisant les ressources nationales « mises en alerte » sur la base du volontariat solidaire et favorisant l'interopérabilité entre les pays contributeurs.

Hynaero, une jeune société bordelaise, se positionne aujourd'hui avec l'ambition de répondre aux défis posés par

les feux de forêt. Son programme, le Fregate-F100, vise à concevoir et produire un avion amphibie bombardier d'eau moderne et efficace, en partenariat avec l'industrie aéronautique française et européenne et les pays clients.

Comparé aux solutions existantes, le Fregate-F100 offre un réel bond capacitaire, une sécurité renforcée et une disponibilité accrue. Il représente une alternative aux avions traditionnels vieillissants et aux capacités complémentaires disponibles sur le marché. Il répond également aux enjeux majeurs de réindustrialisation et de souveraineté économique pour notre pays et pour l'Europe.

La France et plus largement l'Europe possèdent l'ensemble des savoirs et des outils industriels pour mener à bien ce programme et conserver sur nos territoires cette activité économique majeure et structurante pour l'écosystème des acteurs de la sous-traitance et supply-chain aéronautique. Le seul renouvellement des 70 Canadair volant en Europe représente un marché de 5Md€ pour les ventes sans compter les services de formation et soutien clients.

Pour Hynaero, la réussite du programme dépend du soutien des acteurs publics et privés. Les premiers signes d'intérêt émanant des ministères et des organismes de soutien sont encourageants pour l'avenir du projet.

Face à la montée des défis environnementaux et sécuritaires, le développement de solutions innovantes comme le Fregate-F100 est crucial. **En unissant leurs forces, les acteurs européens peuvent faire face à la crise des feux de forêt tout en renforçant leur souveraineté et leur compétitivité sur la scène internationale.**

David Pincet

Fondateur associé, Hynaero S.A.S.



Dépolitisons la nation

Le plus européen des Français proclamait « *Je suis national* ». L'Empereur précisait : « *Ni talons rouges, ni bonnets rouges* » pour bien exprimer le caractère universel de ce lien social fondateur : la nation. Aussi, quels que soient notre rang, notre condition ou même les idées que nous revendiquons, nous sommes tous faits par cette nation, quand bien-même nous serions aujourd'hui curieusement appelés à la « refaire » (sic). C'est là une évidence autant qu'une incontestable source de bienfaits. Le lien vertical et horizontal qui nous unit et nous affine à la nation, dans l'espace et dans l'Histoire, constitue notre trésor commun, notre demeure indivise : Voilà pourquoi il nous semble important d'en faire aujourd'hui la pierre angulaire de notre réflexion politique. Ce qui suppose d'abord d'en dépolitiser la notion une bonne fois pour toutes.

L'appartenance à la nation, une évidence autant qu'une somme de bienfaits

La nation est, avant toute chose, une réalité tangible, charnelle et spirituelle, enracinée dans le territoire et inscrite dans les siècles. La nation française est peuplée par 67 millions de personnes de « *nationalité française* ». (INSEE, 2023). Comme l'a écrit Philippe d'Iribarne dans son ouvrage *La Nation, une ressource d'avenir*¹ : « *Le cadre national a*

permis l'émergence de la figure du citoyen qui, avec ses pairs, décide des orientations de la cité. » Le cadre fondateur, protecteur et fructificateur de la Cité, est bel et bien la nation. Elle est partout, regardez donc autour de vous ! Songez un peu à l'Assemblée nationale, à la Défense nationale, à l'Hymne national, à la Bibliothèque nationale, à la concorde nationale, au service national universel etc. Et cette fameuse « startup nation » ! Inutile de nous lancer dans un panégyrique. Il suffit d'ouvrir un manuel de géographie, d'Histoire, de chanter ou d'entendre ceux qui parlent et portent notre langue si belle, aux quatre coins du monde. La nation, famille de familles, représente la cellule élémentaire de toute forme d'essor économique, politique, culturel. Elle place chacun de ses membres, dans une échelle géographique raisonnable, à l'abri du besoin et du danger ; Et, comme y invitait Montesquieu, de manière suffisamment proche du Prince, afin que ce dernier connaisse et gouverne justement chacun de nous.

La nation repose sur le vouloir vivre ensemble

Selon Ernest Renan, la nation est « *une âme, un principe spirituel* » qui repose sur « *le vouloir vivre ensemble* ». Le « *vivre ensemble* » dont les discours politiques alvéolés nous rebattent les oreilles n'a jamais existé, et n'existera jamais sans l'indispensable corollaire de ce « *vouloir vivre ensemble* » qui le fonde, au cœur même et sous l'ombrelle de la nation. C'est le nécessaire « *affectio societatis* » de cette noble entreprise qu'incarne la nation. Il ne faut pas voir ailleurs que dans le défaut si manifeste de ce « *vouloir vivre ensemble* » la cause profonde de la plupart de nos maux actuels. Or, seule la nation permettra de recueillir à nouveau, sous quelque forme politique possible, cet assentiment collectif permanent.

Certes, la question de la nation pourrait – *attendons-nous à cette objection* – achopper sur celle de l'Europe, et plus particulièrement sur la forme politique qu'elle revêt depuis

trente ans : l'Union européenne. Nul ne conteste cependant, et certainement pas nous, l'intérêt que les nations d'Europe trouvent depuis des siècles à œuvrer en bonne intelligence, pour gagner en intérêts et en influence dans le grand concert... des nations ! Mais, comme le déclarait autrefois le Général de Gaulle, pas au point que nos pays en viennent à « *perdre leur personnalité nationale* », dans la grande marmite dissolvante d'une quelconque fédération.

Fidélité à l'esprit des Lumières

Par ailleurs, si nous voulons demeurer fidèle à l'héritage des Lumières, il nous faut maintenir la nation. Jamais le mot de nation n'a été autant à la mode que pendant la période qui a précédé et accompagné la Révolution française. « *Les titres de 895 ouvrages de langue française publiés entre 1700 et 1789 comportent les termes nation ou national, et que 277 autres contiennent des variantes sur le mot patrie, contre seulement 105 et 16 avant 1700. Rien qu'en trois ans, de 1787 à 1789, les mots « nation » et « patrie » figuraient dans les titres de 520 ouvrages.* » ²

Cependant, l'attachement à la nation doit éviter l'écueil de l'idéologie. Chez nous, la nation, c'est la France. Et la France n'a aucune vocation à être remise dans une boîte à doctrines. La nation n'est pas une idée, c'est une réalité qui appartient à tous, et à laquelle tous appartiennent. En revanche, le nationalisme est une exacerbation idéologique qui naît historiquement sur le terreau de l'humiliation de la nation. Le meilleur moyen de ne pas verser dans ce travers, c'est donc sans doute de la restaurer dans ses droits.

Reconstituer une rosace

Voyez comme le socialisme a récupéré la préoccupation sociale (aujourd'hui, l'on dirait qu'il a « surfé » sur elle). Observez les libéralismes, l'ancien et le nouveau, un peu comme les testaments. N'ont-ils pas tous deux phagocyté sans vergogne l'idée même de liberté ? Les capitalistes auraient-

ils cultivé seuls les bienfaits du capital ? Les communistes ont-ils quant à eux soustrait à leur profit privé (quelle ironie) l'idée même de Bien(s) Commun(s) ? Les Républicains se targuent, l'air de rien, d'avoir convolé seuls avec Marianne. Ne parlons pas des Progressistes, des Démocrates ou des Humanistes qui ont choisi, non sans orgueil et malice, de commuer les noms communs qui nous appartiennent en noms propres. Or, ne sont-ce pas là, éparpillées, des dimensions, toutes nécessaires et attendues de n'importe quelle forme d'engagement politique complet, homogène, conciliant ?

Ces courants d'idée, toutes ces rentes intellectuelles ont choisi de ne considérer le monde qu'à travers un seul prisme, au risque de méconnaître ou de mécontenter tous les autres. Seule la nation, tel un vitrail, nous permettra de recomposer une image, une vision éblouissante et juste du réel. Elle seule ramassera en une seule rosace les bris lumineux épars d'un kaléidoscope idéologique obsolète surtout conçu pour nourrir les petites chapelles et figer les antagonismes. La dimension sociale de notre communauté, la conservation de notre héritage, notre projection dans l'avenir, le sacro-saint exercice de nos libertés individuelles : voilà le seul vrai programme en entier.

Oui, nous ne mesurons pas à quel point la fragmentation, l'atomisation du paysage intellectuel nous empêche, de l'intérieur, d'envisager pour demain cet indispensable « vouloir vivre ensemble ». Toutes nos actuelles boutiques artisanes, qui forment le visage de la représentation nationale, obèrent une réalité fondamentale : nous sommes tous enfants de cette nation, de manière organique. Et sauf à vouloir faire sécession, géographique ou idéologique, nous ne parviendrons jamais à imprimer à notre destin la vision commune à laquelle nous aspirons sans recourir, encore et toujours, à l'idée cristallisante de nation.

[Thomas Fauré](#)

Président-fondateur de [Whaller](#)

¹ <https://www.editionsartegge.fr/product/126728/la-nation>

²

<https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2006-2-page-165.htm>

Achat public, un levier de souveraineté enfin identifié ?

Achat public, un levier de souveraineté enfin identifié ?

La souveraineté économique désigne la capacité d'un pays à contrôler la production et la gestion de besoins essentiels, en ne dépendant pas d'un autre État ou d'une entreprise. Mais elle ne signifie pas pour autant l'autarcie ou le protectionnisme car elle ne concerne généralement qu'un domaine spécifique. On peut ainsi parler de souveraineté sanitaire, alimentaire, énergétique ou encore numérique. Tout est dit !

Peut-on ainsi par les textes ou les pratiques atteindre des objectifs de souveraineté à l'échelle d'une Union ou d'un continent ? La réponse est non. Il ne s'agit pas ici de remettre en cause un modèle qui a démontré historiquement et

encore récemment son efficience en matière de vaccins ou encore de gestion de la crise ukrainienne, mais d'arrêter sans cesse d'attendre le droit européen pour agir ou pour expliquer qu'on ne peut agir.

Les crises, un révélateur à plusieurs titres

Si les crises ont révélé des fragilités réelles, elles auront surtout conduit l'Etat à « enfin » considérer la commande publique non plus comme « une contrainte budgétaire » mais comme un levier stratégique économique et politique. Une prise de conscience brutale, mais nous savons que notre pays sait se transcender sous la contrainte. **10 à 15% du PIB sont ainsi mobilisables dans un contexte de deniers publics rares et de taux d'intérêt en hausse.** Un changement de paradigme majeur qui honore notre pays mais qui bouleverse l'achat public.

Loi Industrie verte, SREN, programme ETIcelles..., la commande publique est appelée à la rescousse allant jusqu'à exclure si nécessaire les entreprises non vertueuses (lire non européennes ou françaises)

Des freins bien plus culturels que réglementaires

L'achat public est historiquement approché comme un acte juridique à risques. Ce fait, associé à une jurisprudence dense, explique la frilosité des acheteurs dans l'intégration des politiques publiques et ce malgré la multiplication des textes et guides appelant « indirectement » à un patriotisme économique qui n'a jamais irrigué ni l'acheteur, ni l'utilisateur, ni le citoyen. **Si les Allemands consacrent en valeur 49% de leur commande publique à leurs TPE/PME contre 30% en France, ce n'est pas une question de texte mais une question de culture, sensibilisation et pratiques.** Tout le monde est d'accord pour produire en France mais pas toujours pour acheter français ! **Penser que le consommateur, pourra à lui seul soutenir l'industrie française est une erreur qui plus est dans un contexte d'inflation.** Penser que le secteur privé, dans l'environnement concurrentiel que nous connaissons,

pourra à lui seul soutenir l'industrie française l'est également. L'État, les collectivités territoriales et les hôpitaux ont ainsi un rôle clé à jouer tant en termes de commandes que d'exemplarité.

Ne pas tout attendre de la réglementation européenne

Au regard des disparités des États membres en termes économique, industriel, politique, social, ou sociétal, il serait dommageable d'attendre une évolution incertaine des directives pour « favoriser » les entreprises européennes. Les attermoissements autour de la réciprocité dans les marchés publics en témoignent. La récente mobilisation du Parlement européen pour un « Buy European Act » semble relever davantage de l'intention que de l'action. **La France, par la forte mobilisation notamment de ses Ministres délégués chargés respectivement de l'Industrie et de la Transition numérique et des Télécommunications, est en train toutefois de baliser un chemin européen.**

Se fixer des objectifs ambitieux mais réalistes et mesurables

La réindustrialisation ou relocalisation sont des processus longs et coûteux. Réagir et agir aujourd'hui est indispensable. Pourtant, malgré quelques bonnes volontés, toutes les initiatives politiques des vingt dernières années présentent des résultats mitigés (achats innovants, accès des TPE-PME, mobilisation autour du « Made in France »).

Pourquoi ? Tout simplement parce que la mobilisation s'est faite davantage sous la contrainte que par conviction. La question n'est pas ou plus de favoriser les PME et encore moins les entreprises françaises ou les produits français (sous-entendu l'existence de critères objectifs ?) mais de **faire de notre commande publique un levier de création, de soutien et de développement.** Mais sans connaissance approfondie des acteurs économiques et de l'origine des produits et services, difficile de mobiliser une commande

publique « méconnue » avec des objectifs non mesurables.

Penser souveraineté et coût global avant de penser PME et Made in France

Un salarié français sur sept est employé dans les 18.000 filiales étrangères sur son territoire, contre un sur dix chez ses voisins et un sur vingt aux Etats-Unis. Cette statistique confirme la nécessité de penser global et non pas uniquement local. Cibler les orientations de la commande publique plutôt que poser des grandes ambitions parfois inatteignables.

Des mesures assez évidentes pourraient être prises rapidement :

- Mettre l'achat public au cœur des priorités de l'Etat avec la **nomination d'un délégué interministériel à la commande publique** permettant de lever les injonctions contradictoires.
- En finir avec les incertitudes sur le poids de la commande publique par des dispositions plus fortes en matière d'open data (**obligation sous les 40 000 € HT et sanctions associées**).
- **Simplifier et adapter le droit** par une expérimentation liée à la création de marchés publics de souveraineté (périmètre et seuils) sur le modèle des achats innovants
- **Mobiliser les centrales d'achat et les acheteurs importants** par une communication régulière et précise de leur empreinte économique, environnementale et sociale et par de plus grandes exigences en termes de statut et de labellisation RFAR.
- **Faire évoluer le SPASER d'une obligation de moyens à une obligation de résultat** (indicateurs, mesures, plan d'actions).
- Renforcer les obligations en matière de **vigilance, de probité, de lutte contre la corruption** mais aussi davantage mesurer la réalité en termes d'engagements environnementaux ou sociaux.
- **Accroître la formation** des acteurs de l'achat public au coût

global et aux enjeux de souveraineté.

En conclusion, accélérer la mobilisation des deniers publics au service des enjeux économiques, environnementaux et sociaux par une poursuite de la sensibilisation, de la professionnalisation, de la mutualisation à toutes les échelles et du développement des outils et plateformes permettant aux acheteurs mais aussi aux entreprises de se recentrer sur la valeur et leurs objectifs.

Sébastien TAUPIAC, Directeur Communication et Relations
Publiques e-Attestations.com
Administrateur de l'APASP

La France va-t-elle se doter d'un système d'exploitation souverain ?

Le gouvernement chinois l'a annoncé avec fracas, la Chine est déterminée à se passer de Windows, le populaire système d'exploitation de Microsoft. Cette déclaration, à vrai dire, fait suite à la menace du gouvernement américain de ne plus autoriser les Chinois à utiliser Windows. On ne sait donc pas exactement qui quitte qui...

Cette information, sortie il y a quelques semaines, aurait ressemblé à un scénario de politique fiction il y a seulement une dizaine d'années. **C'est pourtant notre réalité : la technologie est devenue un sujet politique.** Et chaque Etat ou groupement d'Etats y va de « je te quitte » à « je t'interdis d'utiliser mon logiciel ».

La Russie a interdit Facebook et Instagram pour cause « d'extrémisme » le 21 mars 2022. La Chine bloque Google depuis 2012. De son côté, les Etats Unis ont interdit la vente des smartphones Huawei le 26 novembre 2022. Et le 24 février dernier, la commission européenne a interdit à ses employés l'usage de l'application chinoise TikTok.

Au Maroc, [Le MCBI](#) propose désormais un OS souverain baptisé Atlas OS qui répond à la fois à une commande publique et à un engouement du secteur privé pour accélérer sur le commerce international, mais sans perdre le contrôle de ses données.

Derrière ces OS souverains se cache en réalité une simple variante de Linux aux couleurs du pays, sécurisée, bénéficiant de ses propres mises à jour et construite pour répondre aussi bien au marché privé qu'à la commande publique.

Mais au fait, que se passe-t-il au pays magique des technologies ? Il semble que la douce utopie d'un monde globalisé où toute distance est abolie est en train de disparaître au profit d'un monde de frontières et de blocs souverains.

Comment en est-on arrivé là ?

Internet est synonyme depuis sa naissance dans les années 1990 de liberté individuelle. Chacun va où il veut, utilise les logiciels qu'il veut, fait ses courses où bon lui semble. Mais cette belle utopie d'un monde sans frontières est en train de disparaître progressivement. C'est que derrière la liberté bien réelle des individus se cachent des enjeux économiques puissants. L'enrichissement des uns et l'appauvrissement des autres a fini par réveiller les politiques les plus réticents à l'idée de frontière digitale.

D'abord la mondialisation en général laisse les européens sur leur faim. Elle profite surtout à la Chine et aux Etats unis. Le PIB des Etats Unis.

« En quinze ans, le PIB par habitant des Etats-Unis a crû 60 % plus vite que celui des habitants de l'UE. Et le Mississippi, Etat le plus pauvre des Etats-Unis, a un PIB par habitant plus élevé que celui de la France. » [rappelle André Loeseckrug-Pietri, dans une tribune du Monde ce 21 juillet.](#)

Il met directement en cause notre faiblesse à juguler la domination des géants de la technologie américains.

D'autre part, chacun réalise que les données sont le nouvel or blanc et que la captation de données correspond ni plus ni moins à une fuite de valeur et même de capitaux. Or il est difficile de réguler la circulation des données car elle est invisible, les serveurs sont inaccessibles, les algorithmes secrets.

Dans ce monde en pleine réorganisation, les systèmes d'exploitation (Windows, Mac OS...) occupent une place centrale car depuis 2010, ils s'appuient sur le cloud, donc ils copient vos données aux Etats Unis. Il n'y a pas d'autre moyen de sortir du cloud US que de changer de système d'exploitation. Et depuis l'éclatement de l'affaire de la CIA en 2013, révélé par Edward Snowden, nous savons que le gouvernement américain collabore avec Microsoft pour exploiter ces données, y compris à des fins économiques.

C'est ce que les chinois ont compris en lançant leur propre moteur de recherche puis leur propre système d'exploitation. Celui-ci est baptisé KYLIN, déjà utilisé par 90 % des fonctionnaires de l'État. Comme toujours en Chine les décisions prennent peu de temps à se matérialiser.

Au Maroc, [The Moroccan Center for Business Intelligence](#) sort un système d'exploitation souverain qui suscite l'intérêt des autorités. Nul doute que le Maroc, qui a voté dès 2009 une loi stricte sur la souveraineté des données, basculera dans un système d'exploitation souverain dans les prochaines années.

En France, il y a peu de débat en France sur la nécessité d'un

système d'exploitation souverain. Au contraire, **Windows équipe 85 % des PC dans l'hexagone**. Mais la France pourrait être entraînée dans cette évolution par des voisins moins patients.

En 2017, l'autorité néerlandaise de protection des données accusait Microsoft de récolter des données personnelles au prétexte d'améliorer la qualité du service.

Le 15 juillet 2019, l'Allemagne a interdit l'usage de Windows et de Microsoft 365 dans l'ensemble de ses écoles en raison du non respect de la RGPD par l'entreprise américaine.

Et le 13 juin 2022, le gendarme suisse de la protection des données considère qu'un organe fédéral ne peut pas, dans le respect du droit applicable, utiliser la suite office de Microsoft dite Microsoft 365 dans la mesure où celle-ci stocke les données aux Etats Unis.

Le point de bascule pourrait toutefois ne pas être politique, mais économique. [Dans une récente tribune au Figaro](#), le chef d'entreprise Antoine Dubosc constate que la France a tout à perdre à fonctionner comme une colonie numérique des Etats Unis. A commencer par sa compétitivité. Il plaide pour une souveraineté numérique de la France et de l'Europe.

A vrai dire c'est **cette petite voix de la souveraineté qui commence à résonner sur l'ensemble de l'échiquier politique** et qui pourrait faire basculer l'opinion.

Le problème, il est vrai, n'est pas technique mais presque exclusivement psychologique. La plupart des gens ne comprennent rien à leur ordinateur et sont principalement soucieux que rien ne change par crainte de perdre le contrôle de la machine.

C'est d'ailleurs pourquoi plusieurs sociétés européennes se sont lancées dans la fabrication de systèmes d'exploitation souverains qui imitent Windows le plus possible afin de ne pas perdre les utilisateurs.

Aujourd'hui, une des solutions les plus célèbres s'appelle [Zorin](#). Elle remplace Windows de façon pratiquement indolore et peut être adaptée au contexte souverain de chaque pays puisqu'elle ne stocke aucune donnée en dehors du PC. Zorin est lui-même basé sur Linux, comme l'est la solution chinoise Kylin.

Nous sommes donc arrivés dans un monde où il est possible et confortable de passer de Windows à Linux de façon lisse et transparente. La montée en puissance du souverainisme technologique renforcée par le cadre juridique européen favorisent et facilitent cette migration. Or **quitter Windows est le premier pas de notre souveraineté technologique** puisque ce système d'exploitation exporte nos données. Il faut attaquer le mal à la racine.



© [Thomas De Praetere](#), CEO, [Dokeos](#), le 2 août 2023

Défense du souverainisme

Sur la question de la souveraineté, et le courant de pensée sous lequel un certain nombre de ses défenseurs ont choisi de se placer, [Grégory Saccomani](#), passionné par le sujet, considère ici qu'est venu le temps d'une salubre clarification.

Habituellement discret sur les réseaux sociaux quant aux sujets politiques, je ne peux plus rester silencieux face aux confusions et aux idées préconçues autour de la notion de « souveraineté ». Si elle est encensée dans le contexte de la souveraineté numérique, pourquoi est-elle souvent diabolisée dans d'autres domaines ? Une question de cohérence s'impose.

En ces temps où les débats politiques occupent l'espace médiatique, il est essentiel de démêler les clichés et les préjugés qui entourent le concept de souveraineté. Alors que je suis passionné par les enjeux de la souveraineté numérique, je constate avec étonnement que le terme est souvent mal compris, voire détourné de son sens véritable lorsqu'il est abordé dans d'autres contextes.

La souveraineté, qu'elle concerne la protection des données ou les choix politiques, est avant tout une question de liberté et d'indépendance. Elle permet aux individus, aux entreprises et aux nations de prendre des décisions autonomes et de défendre leurs intérêts communs. Il est donc crucial d'adopter une approche cohérente et de ne pas céder aux préjugés lorsque nous abordons le sujet de la souveraineté.

Aujourd'hui, je souhaite apporter ma contribution à ce débat en partageant des réflexions éclairées sur la notion de souveraineté et en invitant chacun d'entre vous à remettre en question les idées reçues qui peuvent fausser notre compréhension. Ensemble, explorons les multiples facettes de la souveraineté et discernons la réalité de la confusion.

Le souverainisme n'est pas une nostalgie, c'est une exigence », souligne Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre français. Préserver les intérêts nationaux et la volonté du peuple est primordial.

« Le souverainisme, c'est la possibilité de tracer une ligne rouge, c'est de protéger l'identité de la nation », déclare François Bayrou, leader centriste. Préserver notre souveraineté garantit notre identité et nos valeurs.

« Le souverainisme, c'est la capacité à décider de son destin », affirme Arnaud Montebourg, ancien ministre français. Prendre des décisions autonomes façonne notre avenir économique, social et politique.

En conclusion, « La souveraineté nationale est le complément indispensable de la liberté des peuples et de l'indépendance des nations. » – Charles de Gaulle. C'est une vision partagée pour préserver notre indépendance et décider collectivement de notre avenir.

[Grégory Saccomani](#)

L'intelligence française face à ChatGPT

[Thomas Fauré](#), président-fondateur de la plateforme collaborative souveraine [Whaller](#) appelle à une rupture avec le mimétisme technologique qui conduit notre pays à n'envisager l'innovation que

dans un rapport de répllication avec les percées américaines.

À intervalles réguliers, la France assiste, émerveillée, à l'avènement d'une avancée technologique porteuse de la promesse d'une « disruption », c'est-à-dire d'un bouleversement général de notre manière de percevoir ou de modifier nos conditions d'existence. Sans nier les mérites de ces innovations souvent venues d'outre-Atlantique, est-il encore permis de s'interroger sur la sidération avec laquelle nous les épousons d'emblée et les déclinons sans recul, au risque de nous disperser et de ne pas nous consacrer nous-mêmes à des développements plus personnels, plus nécessaires ou plus profonds ?

Depuis quelques mois, il est devenu impossible d'ouvrir un journal sans tomber sur un article consacré à une certaine intelligence artificielle générative prétendument capable de réfléchir – ou de travailler – à notre place. C'est presque une gageure de parvenir à ne pas la citer. ChatGPT est littéralement partout ! ChatGPT (pour Generative Pre-trained Transformer, comprenez «transformateur génératif pré-entraîné»), est un logiciel créé par l'entreprise OpenAI, en collaboration avec Microsoft. Puisqu'elle est aussi appelée « agent conversationnel», demandons-nous un instant si la France manque à ce point de conversation pour ne plus jurer que par elle...

La France coincée entre le psittacisme et l'antonomase

À peine mis à disposition sur Internet, nous nous sommes rués sur ce nouvel outil tellement fascinant. Mais il nous a fallu assez peu de temps pour qu'en France, chacun se demande quand nous aurions notre « propre ChatGPT ». C'est hélas l'un des aspects de la course au progrès menée par les Etats-Unis : le psittacisme de la France qui se presse d'adopter les

nouveautés venues d'outre-Atlantique. Et elle les épouse plus encore dans leur « narratif » que dans l'usage qu'elle en fait à proprement parler. Il faut donc nous interroger sur notre disposition à accueillir avec un égal enthousiasme, tout ce qui vient de l'extérieur de la France, y compris quand la nouveauté en question porte un tel nom !

De manière spontanée, et par antonomase, nous n'évoquons plus qu'une dénomination commerciale pour désigner ce qui n'est en fait que l'expression particulière d'une technologie née, au moins dans ses fondements, il y a plus de soixante-dix ans. C'est alors que nous nous croyons obligés, dans un double mouvement d'orgueil et de sujétion, de lancer notre propre « ChatGPT », un peu comme, quelques temps auparavant, nous nous étions assigné l'impérieuse mission de donner vie à nos propres « Facebook », « Google » ou plus récemment « Métavers » français. Or nommer ces percées relatives (elles ne sont souvent que l'aboutissement de longs travaux associant chercheurs et nations) c'est déjà attribuer à nos concurrents américains un avantage compétitif difficilement rattrapable. Le nom de la mariée est désormais sur toutes les lèvres, et il est trop tard pour attirer son attention.

Google n'a pas tardé à sortir Bard pour riposter. Et il existe paraît-il « une sorte de ChatGPT français » (sic) dont le nom est Bloom. Qui ne voit que le fait de présenter ainsi cette autre IA affecte ab initio ses chances de percer ? Par ailleurs, on apprenait récemment que LLaMA, le concurrent de ChatGPT proposé par Facebook, avait été conçu par 14 personnes dont 11 ont fait leurs études en France (Polytechnique, Normale Sup). N'est-ce pas délicieusement ironique ? »

« C'est juste que c'est bien présenté »

Pourtant, en matière de technologies, « ChatGPT n'est pas particulièrement innovant », déclarait en début d'année Yann Le Cun, père du « Deep Learning » et regretté transfuge breton du vaste mercato technologique mondial. « Il n'y a rien de

révolutionnaire, même si c'est la façon dont le public le perçoit. C'est juste que c'est bien présenté », ajoutait-il, avant de préciser quelques semaines plus tard que les modèles derrière ChatGPT auraient « une courte durée de vie ».

« C'est juste que c'est bien présenté ». Fions-nous à cette appréciation. Les États-Unis possèdent sur nous un avantage considérable : ils savent financer mais ils savent surtout raconter une histoire et susciter ainsi une adoption massive. Quelques 166Md\$ ont été levés aux États-Unis entre 2020 et 2022 contre 52Md pour la France. Il faut ajouter à cet état de fait la synergie du l'éco-système public-privé aux États-Unis, la force de leur commande publique, l'articulation entre la recherche et l'entrepreneuriat, la mutualisation des efforts de R&D avec la BTID, l'assomption d'un patriotisme économique sans scrupules. Mais le fin mot de l'histoire tient sans doute effectivement au fait que « c'est juste bien présenté ». Qui écrivait que l'éloquence était l'art de réduire les autres au silence ? Et s'il en allait de même avec le marketing ?

Illustrons notre propos. Pendant ce temps, une équipe de trois laboratoires du CNRS, le CEA Leti et la startup Hawaiï, a mis au point un prototype de machine qui réalise une tâche d'intelligence artificielle (reconnaître un geste humain) en utilisant des milliers de fois moins d'énergie qu'une solution traditionnelle. Qui en parle ? Comment raconter cette histoire ? Comment nommer cette invention ?

Simultanément, laIxana, une société américaine annonce qu'elle propose désormais de transmettre des données personnelles, uniquement par la conductivité du corps humain ; Une nouvelle technologie qu'elle a baptisée « Wi-R ». Et nous risquons sans doute d'en entendre parler copieusement.

De l'imitation à la rupture

Par-delà les qualités indéniables des innovations qui nous viennent du monde, et tout particulièrement des États-Unis,

nous devons nous interroger sur l'état de subjugation dans lequel la France les accueille immanquablement, juste avant de leur emboîter le pas. Dans leur foulée, des tombereaux de liquidités financent des projets somptuaires qui sont souvent, ab initio, promis à l'échec pour une raison simple. La posture même de l'imitation les condamne à manquer du souffle ou du génie qui a suscité la création du modèle pris en exemple.

Tout le temps consacré à cette contrefaçon, à cette réplique industrielle, tout l'argent investi à son service, sont perdus et manquent hélas au développement de nouveaux projets. Cela relèverait presque de la diversion. Aujourd'hui Facebook / Meta a remisé au grenier des inventions sans lendemain son projet de Métavers, non sans y avoir laissé des sommes considérables. L'entreprise se garde bien de communiquer sur le sujet. Et, par la vertu du palimpseste informationnel, couvrira bientôt cet échec par l'annonce d'un nouvel accomplissement. Mais sait-on exactement quel budget Carrefour a investi dans son Métavers régressif et copieusement moqué sur la toile ? Et l'avenir promis à cet investissement au détriment d'autres projets (d'autres métavers puisque le nom demeurerait commun) peut-être plus originaux ou plus efficaces ?

La nécessité du progrès dans laquelle notre société s'est placée nous contraint à une forme de « néophagie ». C'est ainsi, nous ne semblons nous nourrir que de ce qui est nouveau. Mais comme toutes ces nouveautés, en dépit du postulat de la « disruption », ne se produisent fréquemment que par itération linéaire par rapport à de précédentes inventions, rien de vraiment nouveau ni de satisfaisant ne semble se produire.

Que diraient les contemporains des années 30 s'ils entendaient que près d'un siècle après eux, la trottinette, certes électrique, mais quand même, serait tenue pour le mode de locomotion révolutionnaire ? S'est-on jamais interrogé sur la vision qui présidait à notre « progrès » technologique ?

Chaque avancée, au lieu de nous amener à un état ou une manière différente de voir les choses, ne fait que nous conforter dans la nécessité de chercher encore plus loin, d'ajouter à notre effort, de manière extensive. Mais jusqu'à quel néant ? Que cherche à atteindre le perchiste qui augmente successivement son exploit par tranches de centimètres ?

Conquérir de nouveaux continents

Notre posture vis-à-vis des États-Unis est d'autant plus inexplicable que nous n'avons pas à rougir de notre capacité à effectuer des percées ou des découvertes. Les nations européennes peuvent ainsi s'enorgueillir (si elles en sont encore capables) sinon d'avoir enfanté seules, au moins d'avoir contribué à la mise au monde de technologies telles que Linux, le premier navigateur Web, MySQL, IRC, Mpeg, Mp3, Docker. Mais aussi de Skype, de Spotify, du CD-rom, du DVD, du Blue-Ray, de Raspberry Pi, du micro-contrôleur AVR, de la fibre optique, de la carte SIM, de l'écran tactile capacitif, du Wi-Fi, du téléphone portable ou encore du SMS etc.

Ce dont nous avons à rougir aujourd'hui, c'est peut-être de notre manque d'énergie (du grec ancien ἐνέργεια / enérgeia, la « force en action »), de cet enthousiasme qui prête à l'audace et à l'action originale et, cela va souvent de pair, originelle. Finalement, ce n'est pas d'un nouvel outil, d'une nouvelle technologie dont nous avons besoin. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une vision puissante qui nous détache de la vision incrémentale du progrès américain, avec tous ses référentiels politiques et culturels. Un exemple parmi d'autres : nous ne ferons rien de grand en gardant les yeux fixés sur un indicateur aussi misérable que la capitalisation boursière de nos entreprises. Le terme même de licorne dit bien comment notre pays s'est contenté de s'approprier un anglicisme référentiel (unicorn) au moment où il pensait s'engager dans la course de manière personnelle.

Mais alors, comment faire en sorte que nos jeunes entreprises

innovantes ne soient pas contraintes d'aller chercher outre-Atlantique le financement massif dont elles ont tant besoin ? Comment faire pour que notre pays cesse de s'auto-saisir du noble devoir moral que constitue la réglementation mondiale des nouvelles activités ? On a tous connu, enfant, si nous ne l'étions pas nous-mêmes, un camarade un peu chétif ou timoré que la mêlée effrayait et qui se dévouait pour jouer les arbitres. Notre pays se montre particulièrement ambitieux en matière de réglementation. Mais pour filer la métaphore sportive, cela ne doit pas, ne doit plus le dispenser d'entrer dans le match de manière virile.

Aujourd'hui, ça n'est pas d'un nouvel outil ou d'une nouvelle technologie dont notre pays a besoin. C'est d'un nouveau cap, et du souffle pour l'atteindre. Arrêter de suivre un concurrent n'a jamais constitué une ambition en soi. En revanche, aller conquérir de nouveaux « continents » technologiques, où les autres n'auraient pas encore posé le pied, précédés des valeurs morales propres à notre pays, voilà bien une feuille de route qu'il serait exaltant de suivre ! »

Thomas Fauré, président-fondateur de Whaller

Souveraineté technologique et souveraineté politique

A l'heure où la France subit les conséquences de la guerre en Ukraine notre vision des risques s'élargit à d'innombrables problèmes, sociaux, alimentaires, énergétiques, politiques, financiers, etc.¹ **La souveraineté technologique apparait comme**

la fille de la souveraineté politique. Par exemple, les carences de notre industrie nucléaire renvoient à l'absence d'Etat stratège donc de souveraineté politique.²

Aujourd'hui nous manquent les ingénieurs et les techniciens dissuadés de faire carrière dans cette énergie indépendante des aléas climatiques. C'est-à-dire une technologie souveraine. **Paralysés par des alliances politiques de rencontre nos gouvernements successifs ont cédé à des arrangements.** Ils ont évité de décider.

Souveraineté technologique et politique vont ensemble. Les Etats-Unis, la Russie, la Chine en sont des exemples. D'autres comme Singapour, le Qatar, la Corée du Sud, le Japon méritent notre attention. Ces expériences nous apprennent que la souveraineté technologique est fille de l'Anticipation. Les technologies naissent de cheminements intellectuels structurés comme la TRIZ.³ Elle naissent aussi de notre intelligence inventive plus spontanée mais tout aussi efficace.

Par intelligence inventive nous entendons la capacité des organisations à prévoir, à se différencier, à reformuler les problèmes qui parfois sont de faux problèmes. Il faut savoir se diversifier, réveiller des technologies qui dorment dans les cartons.⁴ La Chine a pu séparer les terres rares grâce aux brevets de Rhône Poulenc. La souveraineté technologique réside aussi dans l'observation des modèles économiques qui excellent dans un autre métier et pourraient secourir le mien en difficulté. C'est que fait Souveraine Tech avec talent et une audience de plus en plus grande. L'idée de départ est devenue avec l'actualité tragique une ressource pour la Nation, les entreprises, les territoires, les filières professionnelles en difficulté. Ce média original et inventif est le creuset d'une France obligée de se réinventer. Il faut du courage et de la persévérance pour conduire cette action révolutionnaire. Merci.

La nature est aussi un livre ouvert sur des technologies naturelles qui inspirent des « inventions artificielles ». La bande Velcro, les fuselages aériens ou maritimes fournissent des exemples.

La France, pays inventif, doit oser les dialogues entre des métiers et des organisations qui ne se parlent pas ! Individualisme destructeur oblige... **Notre souveraineté technologique dort au milieu de ces silences invisibles.** Lorsque, plusieurs métiers, cultures, expériences, générations, discutent de problèmes et de solutions nous inventons, nous découvrons des applications inattendues. Nous devenons souverains, nous pratiquons une intelligence politique. Enfin !

SouveraineTech et son fondateur, [Bertrand Leblanc-Barbedienne](#) tissent ce lien entre ingénieurs, techniciens, élus, chefs d'entreprises, étudiants, citoyens et surtout victimes à venir de la guerre en Europe. C'est dans ce creuset imaginé par eux que naîtront les technologies qui assureront notre indépendance. Qu'ils en soient remerciés et félicités.

Bernard Besson

Ecrivain, formateur,

Directeur scientifique du Comité intelligence économique des ingénieurs et scientifiques de France (IESF)

Membre de la Commission intelligence économique du MEDEF Ile de France.

Membre du Conseil scientifique de SouveraineTech

¹ *Ukraine : lire et conduire la guerre économique. Diploweb, Bernard Besson, mai 2022*

² *Intelligence politique et Etat-stratège, 2022 Bernard Besson et Jean Claude Possin, Amazon et Amazon Kindle*

³ *TRIZ (acronyme russe de la Théorie de Résolution des Problèmes Inventifs, Teorija Reshenija Izobretateliskih*

Zadatch.

⁴ *Introduction à l'intelligence économique, Bernard Besson, 4^{ème} édition, 2021 Amazon et Amazon Kindle*